

«Un jeune, une solution», un cadeau aux entreprises pour peu d'emplois

PAR KHEIDJIA ZEROUALI

ARTICLE PUBLIÉ LE VENDREDI 24 JUILLET 2020



Le premier ministre Jean Castex, lors de sa visite en Franche-Comté le jeudi 23 juillet, a déclaré qu'«il va falloir que tout le monde joue le jeu pour favoriser l'embauche des jeunes». Photo: SEBASTIEN BOZON / AFP

L'exécutif ne cesse de le répéter, « *notre jeunesse doit être la priorité de cette relance* ». Avec près de 700 000 nouveaux entrants attendus sur le marché du travail à la rentrée, beaucoup craignent la déflagration. Pour tenter de répondre à ces inquiétudes légitimes, le gouvernement sort la boîte à outils et propose des mesures réchauffées ayant prouvé leur inefficacité dans le passé.

L'exécutif a choisi sa nouvelle bataille : faire baisser les statistiques du chômage des jeunes. Mercredi 22 juillet, Emmanuel Macron donnait les grandes lignes du plan, et le lendemain le premier ministre Jean Castex en dévoilait les détails lors d'un déplacement à Besançon. « *Le gouvernement a décidé de mettre le paquet sur ce sujet de l'emploi des jeunes* », a-t-il insisté.

En septembre, et à l'aube d'une crise économique qui s'annonce des plus dures pour les travailleurs, notamment les plus précaires, près de 700 000 jeunes vont entrer sur le marché du travail. Contre le chômage des jeunes, le gouvernement a sorti la boîte à outils et propose des solutions qui ont déjà prouvé leur inefficacité dans le passé. L'ensemble de ces mesures est baptisé « *Un jeune, une solution* ».

Lors de son discours de politique générale, le nouveau premier ministre avait promis aux entreprises « *un dispositif exceptionnel de réduction du coût du travail* », c'est désormais chose faite. Pour inciter les entreprises à embaucher des jeunes malgré la

crise, l'exécutif a décidé d'irriguer le secteur privé de deniers publics. Des primes versées aux entreprises, qui s'accompagnent de maigres conditions et sans contrepartie.



Le premier ministre Jean Castex, lors de sa visite en Franche-Comté le jeudi 23 juillet, a déclaré qu'«il va falloir que tout le monde joue le jeu pour favoriser l'embauche des jeunes». Photo: SEBASTIEN BOZON / AFP

« *Il faut que les entreprises, même si elles sont dans une phase d'incertitude, prennent le risque d'embaucher* », annonce le ministère du travail. Cette aide pour accélérer « *l'embauche des jeunes* » sera versée à toutes les entreprises qui embaucheront, dans la période du 1^{er} août à fin janvier, des personnes ayant jusqu'à 25 ans. Beaucoup d'emplois sont concernés puisque la prime sera versée pour tout contrat allant du CDD de trois mois au CDI, payé jusqu'à 2 Smic soit 3 000 euros mensuels. Cette prime, qui pourra atteindre jusqu'à 4 000 euros, sera versée pendant au moins un an. « *On veut toucher tous les jeunes* », résume le cabinet du ministère. 6,5 milliards d'euros seront débloqués pour l'ensemble du plan jeunes dont plus de 3,5 milliards d'aide à l'embauche. « *Il faut que les entreprises, même si elles sont dans une phase d'incertitude, prennent le risque d'embaucher.* »

La CGT estime que la durée minimale de trois mois est trop courte et que cela revient à précariser encore plus de jeunes. « *Depuis onze ans et la fin de la crise économique de 2008-2009, la reprise de l'emploi s'est effectivement faite avec des recours à des CDD très courts. Quelques semaines. On peut leur reconnaître le fait que dans ce contexte-là, un CDD de trois mois, c'est un peu moins précaire que l'hyper-précarité qui est devenue la norme* », nuance Dominique Glaymann, professeur de sociologie à l'université d'Évry que nous avons déjà interrogé récemment. Le ministère rassure en expliquant que ce premier CDD de trois

mois est souvent suivi d'un CDI et tient lieu de période d'essai. Ainsi, l'exécutif reconnaît le détournement du CDD et, pire, cautionne une pratique illégale.

« En bref, on en revient toujours à l'idée centrale des économistes libéraux qui considèrent que s'il y a du chômage c'est parce que le travail coûte trop cher. Et leur solution est toujours la même, abaisser le coût du travail, même si ça ne fonctionne pas », analyse de son côté Dominique Glaymann qui craint que ces recettes, vieilles de quarante ans, ne débouchent pas sur plus d'emplois.

La version que présente aujourd'hui l'exécutif de cette aide à l'embauche a connu plusieurs changements en seulement quelques jours. Le chef de l'État avait annoncé, lors de son interview du 14 Juillet, qu'une exonération des cotisations serait accordée aux entreprises embauchant des personnes de moins de 25 ans ayant un salaire allant jusqu'à 1,6 Smic.

Moins de dix jours plus tard c'est une tout autre aide qui est annoncée puisqu'elle ira jusqu'à 2 Smic, comme le demandait le patronat et ne prendra pas la forme d'une exonération des cotisations mais d'une compensation. En somme, les entreprises verseront normalement leurs cotisations et elles seront, ensuite, remboursées par l'Agence de services et de paiement à la hauteur de la prime qui leur sera accordée. Et la différence n'est pas que sémantique.

« Quand les aides à l'embauche sont des exonérations de cotisations, le trou de la Sécu – comme ils l'appellent – se creuse. Concrètement, cela se traduit par une détérioration des remboursements de soins ou par des politiques plus dures pour les chômeurs. Quand ce sont des compensations de cotisations, c'est l'État qui paye. Certes, ce sont toujours les contribuables qui financent l'emploi privé mais, au moins, la Sécurité sociale n'en pâtit pas », explique Dominique Glaymann. De son côté, le ministère du travail semble avoir la mémoire courte. Comme si le président de la République n'avait jamais fait cette première annonce, ils expliquent qu'ils ne souhaitent pas avoir recours à une « exonération magique ».

Pour le sociologue, ce cafouillage est d'abord dû à la pratique de gouvernance d'Emmanuel Macron. « D'abord, il annonce, il médiatise, fait de la communication et après ce sont aux intendants de gérer. »

L'une des autres raisons qui pourrait expliquer ce revirement de politique est le fait que sur les bas salaires, il n'y avait déjà quasiment plus rien à exonérer. Au 1^{er} janvier 2019, le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) a été transformé en baisse des cotisations patronales. **Le CICE avait démontré son inefficacité** malgré les promesses de création d'un million d'emplois que le Medef avait alors formulée sur des pin's. Il y a deux ans, ce cadeau fait aux entreprises a, et malgré ses résultats catastrophiques, été inscrit dans le marbre et transformé par un allègement pérenne des charges patronales.

Tradition de l'inefficacité des politiques publiques contre le chômage des jeunes

Emmanuel Macron s'inscrit dans une longue tradition de l'inefficacité en ce qui concerne l'emploi des jeunes. Sous le quinquennat de François Hollande, les mêmes promesses avaient été faites à la jeunesse. L'une des mesures les plus emblématiques de la campagne de 2012 était la création des contrats de génération qui, eux aussi, reposaient sur un allègement des charges. Là, elles concernaient les entreprises de moins de 300 salariés, embauchant un jeune en CDI et maintenant un sénior dans l'emploi. François Hollande, qui était conseillé par le secrétaire général adjoint de son cabinet, un jeune Emmanuel Macron, avait promis 500 000 contrats signés d'ici la fin du quinquennat. En juillet 2015, seuls 40 300 contrats avaient été signés. En février 2016, la Cour des comptes avait souligné les effets négligeables du dispositif et dénonçait les effets d'aubaine dans **un rapport** intitulé, « Le contrat de génération, les raisons d'un échec ».

Une crainte partagée, quatre ans plus tard, par Dominique Glaymann au sujet de l'aide proposée aux entreprises dans le cadre du plan jeunes. « Il y aura un effet d'aubaine. C'est-à-dire que les emplois qui

vont être créés, l'auraient été de toute façon, avec ou sans aide. Ce sont juste des employeurs qui profitent de l'aubaine pour toucher la subvention et sans cesse baisser le coût du travail. »

L'exécutif, ignorant les expériences passées, table sur la création de 450 000 emplois et estime le coût de cette mesure à 1,2 milliard d'euros.

S'ajoute à cette prime le grand **retour des contrats aidés**. Dans la torpeur du mois d'août 2017, le ministère du travail avait subitement mis fin aux emplois subventionnés par l'État. Le 9 août 2017, la ministre de l'emploi, Muriel Pénicaud, expliquait devant les députés que ces contrats aidés étaient « *extrêmement coûteux* » et n'étaient « *pas efficaces dans la lutte contre le chômage* » et « *pas un tremplin pour l'insertion* ». Là encore, l'exécutif amnésique prend le contre-pied des décisions passées et réintroduit les contrats aidés. Mieux, Élisabeth Borne, ministre du travail, a estimé le 23 juillet 2020 sur l'antenne d'Europe 1 que « *les contrats aidés ne sont pas une voie de garage, ce sont des tremplins vers l'emploi* ». Le ministère du travail aura donc recours « *aux classiques contrats aidés, mais on a essayé de ne pas être classique dans notre manière de les utiliser* ».



Concrètement, dans le secteur marchand, 60 000 contrats initiative emploi (CIE) vont être débloqués, dont 10 000 en 2020. « *Il s'agit d'un CDD d'au moins six mois ou CDI... Le salarié recruté en CIE est un salarié à part entière mais l'employeur peut bénéficier d'une aide pour financer une partie de ce salaire* », précise le ministère du travail dans un communiqué de presse. Dans le détail, cette aide peut

représenter jusqu'à 47 % du taux brut du Smic par heure travaillée, dans la limite de 35 heures par semaine.

Dans le secteur associatif ou public, les contrats aidés dénommés « *parcours emploi compétences* » (PEC) seront augmentés de 60 000, en plus des 20 000 déjà prévus. « *Rémunéré à minima au Smic horaire, le jeune en parcours emploi compétences bénéficie des mêmes conditions de travail que les autres salariés de la structure... Il pourra notamment être orienté vers des secteurs spécifiques de l'éducation, du numérique ou de la transition écologique* », ajoute le ministère.

Enfin, 35 000 contrats d'insertion par l'activité économique (IAE) devraient être signés en 2021. Les emplois proposés s'effectueront dans des structures telles que des ateliers et chantiers d'insertion, des associations ou des entreprises d'insertion et seront, d'abord, réservés aux jeunes les plus éloignés de l'emploi.

Dans l'accompagnement vers l'emploi, l'exécutif promet aussi une augmentation importante des dispositifs. Le gouvernement table sur 50 000 nouvelles entrées en Garantie jeunes pour 2021, portant le total à 150 000. « *Un accompagnement intensif combinant une expérience professionnelle, des conseils, des ateliers collectifs et le versement d'une allocation pendant douze mois.* »

Aussi, 80 000 nouveaux parcours d'accompagnement PACEA seront proposés aux jeunes entrant sur le marché du travail. Ils consistent en des parcours contractualisés d'accompagnement dont les missions locales ont la charge et peuvent être d'une durée maximale de deux ans. Le jeune accompagné ne perçoit pas d'aide financière, si ce n'est de manière très ponctuelle pour l'aider dans son parcours vers l'emploi. Sont aussi annoncés 70 000 accompagnements dits intensifs en 2020 et dont Pôle emploi aura la charge. Le problème majeur de ces mesures c'est que, pour l'instant, l'exécutif ne s'est pas engagé sur des embauches dans les missions locales ou auprès de Pôle emploi pour répondre à ses

besoins. « *On va finir par embaucher des CDD pour qu'ils aident les jeunes à trouver des CDD* », ironise Dominique Glaymann.

Or, de nombreux jeunes bacheliers risquent de se retrouver sans solution à la rentrée car le taux de réussite est meilleur que celui des années précédentes. Pourtant, l'exécutif préfère se concentrer sur les jeunes déjà diplômés et nouveaux entrants sur le marché du travail. Le ministère du travail annonce la formation de 200 000 jeunes.

« *On n'a jamais eu autant de jeunes diplômés dans notre pays que depuis 20 ans et ils n'ont jamais rencontré autant de problèmes pour rentrer dans l'emploi* », analyse le sociologue pour lequel l'effort de formation devrait plutôt être dirigé vers les étudiants qui sont toujours dans le cursus scolaire. « *Qu'ils forment plutôt ceux qui débutent les études. Le plan de Vidal pour l'université est ridicule et on va se retrouver avec beaucoup d'étudiants qu'on ne pourra pas accueillir. Que l'on se concentre sur ça plutôt que d'aller chercher ceux qui sont déjà sur le marché du travail.* »

Dans le détail, 100 000 formations qualifiantes ou pré-qualifiantes dans « *les métiers d'avenir* », de nouveaux parcours dans le secteur du soin avec une capacité augmentée de formation pour 6 000 futurs infirmiers et 10 000 nouveaux aides-soignants, de nouvelles formations dans le domaine du numérique, des parcours personnalisés pour les décrocheurs entre 16 et 18 ans (35 000 pour les années 2020 et 2021) et enfin 10 000 places supplémentaires vont être ouvertes

à l'université, 5 700 places le seront en BTS. En outre, 100 000 places supplémentaires seront ouvertes en service civique bien que l'on sache que ce dispositif est régulièrement détourné et transformé en emploi sous-payé.

Cette panoplie s'accompagne, enfin, de mesures visant à favoriser l'apprentissage et les contrats de professionnalisation. Chaque entreprise qui recrutera un apprenti du 1^{er} juillet au 28 février bénéficiera d'une aide à l'embauche de 8 000 euros pour les majeurs et 5 000 euros pour les mineurs. En ce qui concerne les contrats de professionnalisation, l'État accordera les mêmes aides.

« *C'est indéniable, ces dispositifs accélèrent l'embauche. Les entreprises qui hésitent, qui attendent de voir comment va se passer le rebond, lorsqu'il y a un coup de pouce de cette dimension, elles prennent le risque de ne pas attendre et d'embaucher et elles recrutent plus vite* », annonce enfin le ministère, maniant les chiffres et la méthode Coué.

« *Ce qui va se passer, analyse Dominique Glaymann, c'est juste qu'il y aura un changement de place dans la file d'attente vers le chômage. Les jeunes vont passer devant les seniors et la concurrence se fera entre jeunes. On va avoir 700 000 nouveaux entrants sur le marché du travail. Et le gouvernement ne va pas créer 700 000 emplois. S'ils avaient décidé de réduire le temps de travail et de créer de l'emploi public, peut-être qu'on aurait pu espérer quelque chose. Ça n'a pas été leur choix, ils préfèrent financer le privé.* »

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitran. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitran ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.